

Vers une nouvelle crise structurelle du système capitaliste

Samir AMIN

Volume 6, Number 2, novembre 1974

Domination et sous-développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/001009ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/001009ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (print)

1492-1375 (digital)

[Explore this journal](#)

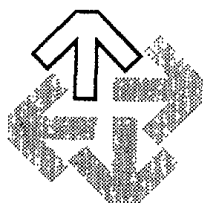
Cite this article

AMIN, S. (1974). Vers une nouvelle crise structurelle du système capitaliste. *Sociologie et sociétés*, 6(2), 7–34. <https://doi.org/10.7202/001009ar>

Article abstract

First on the basis of an historical analysis, we try to discern the different elements which are preparing a new crisis in the capitalist system. With the help of an interpretation which is borrowed from new tendencies in contemporary marxism, the author reviews one by one the evolution of the capitalist world of the socialist world and of the peripheral countries. Attempts at a prediction include different patterns that are possible in the world system in 1984, from the point of view of the economy as well as from the point of view of ideology.

Vers une nouvelle crise structurelle du système capitaliste



SAMIR AMIN

1 — LES CRISES STRUCTURELLES PRÉCÉDENTES ET COMMENT ELLES ONT ÉTÉ SURMONTÉES

Le mode de production capitaliste est caractérisé par une contradiction immanente : celle qui oppose le caractère social grandissant des forces productives au caractère étriqué persistant des rapports de production. Cette contradiction apparaît dès l'origine, elle n'est donc pas l'expression de l'imminence d'un « effondrement final ». Elle a été surmontée pendant un siècle au moins à la fois par l'expansion du système capitaliste et par le renouvellement de son modèle d'accumulation. Marx rappelle que le mode capitaliste est contraint de révolutionner sans cesse la production, il est donc contraint également de révolutionner sans cesse les rapports de production, pour les adapter aux exigences du développement continu des forces productives. L'histoire du capitalisme est donc nécessairement celle de ce processus d'ajustement des rapports de production aux exigences du progrès des forces productives.

Cette histoire n'est pas continue. Elle est constituée de phases d'expansion et de phases de « crise structurelle ». De ce point de vue, il semble que l'on puisse

Chaque phase d'expansion est caractérisée par un modèle particulier d'accumulation, un type d'industrie motrice, un cadre spécifique définissant les modalités de la concurrence et le statut de l'entreprise, etc. D'une manière aussi générale chaque phase correspond à une certaine étape de l'expansion géographique du système capitaliste, à une organisation particulière de la spécialisation internationale dans ce cadre, et plus précisément à une distribution des fonctions de son centre et de sa périphérie, enfin à un certain équilibre (ou déséquilibre) entre les différents États-nations centraux. On doit ajouter que l'ensemble de ces conditions définit le type des alliances de classes qui correspond au modèle d'accumulation et par là même le cadre de la lutte des classes et de la vie politique, comme il définit aussi le modèle de la reproduction de la bourgeoisie, complètement nécessaire de celui de la reproduction du capital.

On verra aussi qu'à partir de 1914 on peut parler de décadence du système, dont on précisera la nature et les modalités tant dans la phase de restructuration 1914-1948 que dans celle de l'expansion suivante 1948-1967.

Chaque phase de crise structurelle constitue par contre une phase de « désajustements et de réajustements » (expression heureuse de Frank), de passage d'un modèle de l'accumulation à un autre. La crise implique un ralentissement de la croissance, un aiguisement de la lutte des classes.

La première phase d'expansion (1815-1840) marque l'épuisement de la révolution industrielle amorcée dans le troisième tiers du XVIII^e siècle, après la période des guerres de la Révolution et de l'Empire (1791-1815). La révolution industrielle est fondée sur la machine à vapeur et le métier à tisser. Son aire d'expansion est encore très limitée, pratiquement à l'Angleterre, la Belgique et le quart nord-est de la France. Le modèle de l'accumulation est encore très largement fondé sur la concurrence par laquelle l'industrie s'étend au détriment de l'artisanat, tandis que la concurrence entre industries demeure modeste. L'entreprise industrielle est d'ailleurs encore strictement familiale et son marché local ou régional, les occasions de confrontation avec d'autres industries de la même branche sont donc limitées. Ce modèle d'accumulation réduit le rôle de la périphérie, alors que celle-ci avait rempli des fonctions décisives à l'époque antérieure du mercantilisme¹. La périphérie demeure néanmoins importante, mais désormais comme fournisseur de matières premières, principalement du coton américain et indien et pour l'absorption d'une fraction du produit industriel nouveau — des cotonnades.

À ce stade premier de développement du capitalisme sous sa forme achevée, l'apparition et l'expansion du mode de production capitaliste dépendent des alliances de classes de la bourgeoisie industrielle nouvelle avec des classes de propriétaires fonciers. Ces alliances revêtent différentes formes, celle d'une alliance avec la grande propriété agraire rénovée en Angleterre, celle d'une alliance avec la propriété paysanne issue de la Révolution en France. On renverra le lecteur sur ce point à nos développements concernant les rapports entre le capitalisme et l'agriculture².

1. Amin, Samir, *le Développement inégal*, Paris, Éditions de Minuit, 1973 ; Frank, André G., *le Développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Paris, Maspero, 1972.

2. Amin, Samir, *le Capitalisme et la rente foncière*, DAKAR, IDEP, texte ronéoté, 1974.

Évidemment le long processus qui précède la révolution industrielle et l'amorce a revêtu des formes variées en Angleterre, en France et dans les autres régions de l'Europe. Bien avant la glorieuse Révolution anglaise de 1688 et la Révolution française de 1789, le processus de dégradation des rapports de production féodaux, celui de la constitution et du développement du capitalisme mercantile, d'abord méditerranéen du XIII^e au XVI^e siècles puis atlantique à partir du XVII^e siècle, amorcent la préparation du capitalisme. Que, dans ces conditions, la révolution industrielle n'apparaisse pas simultanément en Angleterre, en France, en Amérique du Nord et sur le reste du continent européen, paraît naturel. En conséquence il est difficile de considérer que la première phase d'expansion du capitalisme ait été simultanée. Amorcée au milieu du XVIII^e siècle, la révolution industrielle s'achève en Angleterre avant 1815, précisément pendant les guerres de 1790-1815, comme l'observe Frank, tandis qu'elle ne se développe réellement en France et sporadiquement en Allemagne et en Italie du nord qu'entre 1810 et 1840.

Quoi qu'il en soit ce processus d'expansion s'essouffle en Europe occidentale (à l'ouest de l'Elbe, au nord des Pyrénées et de la région de Florence) à partir des années 40 du siècle. La crise structurelle culmine avec celle de 1848, à la fois économique et politique. Les années 40 sont celles qui voient la naissance du mouvement ouvrier (le chartisme anglais), en 1848 le manifeste communiste signale la naissance du marxisme. Les tentatives révolutionnaires de cette période se soldent néanmoins par des échecs : le mouvement ouvrier français est écrasé par les armées de mercenaires paysans mobilisées par la bourgeoisie, les mouvements confus à prédominance bourgeoise et petite-bourgeoise des régions moins avancées d'Allemagne et d'Italie sont brisés momentanément, mais ils amorceront le processus de l'unification de ces deux nations.

La seconde phase d'expansion du capitalisme (1850-1870) a été fondée sur le chemin de fer et l'industrie de l'acier. Le développement des forces productives impose l'amorce d'une socialisation des rapports de production par l'invention des formules qui permettent l'association des capitaux individuels. On retrouve certes des formules connues à l'époque mercantiliste, mais il reste que la société anonyme, la *limited corporation*, traduisent l'accentuation de la contradiction immanente au mode de production et la solution de cette contradiction dans le cadre des rapports capitalistes. Le chemin de fer étend l'aire d'expansion du capitalisme. L'unité allemande et celle de l'Italie s'achèvent devant cette phase. La Russie, l'Empire austrohongrois et l'Espagne sont intégrés dans le nouveau marché capitaliste européen. L'abolition du servage en Russie (1861) accélère le processus de la transformation de la vieille agriculture précapitaliste russe en une agriculture capitaliste d'exportation. Les États-Unis voient se constituer leur espace définitif et la guerre de Sécession (1860-1865) achève d'affirmer la prédominance du capital en Amérique du Nord.

L'équilibre international se modifie. À la prédominance des deux monar-

Unis), une semi-attardée (Italie) et deux empires, multinationaux arriérés mais intégrés au nouveau système capitaliste (Russie, Autriche-Hongrie).

Les fonctions de la périphérie durant cette phase sont déclinantes en termes de leur importance relative. La périphérie continue certes à fournir le coton, mais l'industrie nouvelle motrice, celle de l'acier, trouve ses matières premières au centre même.

Ce modèle d'accumulation s'épuise à partir des années 70 du siècle. La crise s'ouvre par l'aiguïsement de la lutte de classes, marquée par la précoce Commune de Paris. Elle sera surmontée par le dépassement du laisser faire des années 1850-1870, la seule période véritable de libéralisme du capitalisme, la constitution des monopoles et l'expansion impérialiste. L'électricité ouvre à la modernisation de l'industrie des champs nouveaux, et la navigation maritime donne au marché la dimension mondiale véritable. De nouveau cette phase d'expansion mondiale du capitalisme attribue à la périphérie des fonctions essentielles : d'une part elle fournit des matières premières et des produits agricoles, absorbe des capitaux pour la mise en place des infrastructures et achète des produits manufacturés que la destruction de son artisanat et la soumission de son agriculture au capital permettent, mais d'autre part, au delà de ces échanges et de ces flux de capitaux, s'amorce l'échange inégal c'est-à-dire l'inégale rémunération de la force de travail cristallisée dans des marchandises mondiales³.

La spécialisation internationale inégale et la constitution dans ces formes de la périphérie contemporaine facilite le glissement du mouvement ouvrier européen vers le révisionisme, la domination de l'aristocratie ouvrière sur la classe toute entière — en un mot la social-démocratie de la II^e Internationale — et, simultanément, la réduction du marxisme à un positivisme économiste, qui témoigne que la classe ouvrière se soumet à l'idéologie de la classe dominante.

La vie internationale reste caractérisée par l'équilibre relatif des quatre grandes puissances (les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre et la France) ; et même les quatre puissances attardées ou jeunes (l'Italie, le Japon, la Russie et l'Autriche Hongrie) font figure importante. De cet équilibre instable, du heurt des impérialismes pour l'accès à la périphérie, du néoprotectionisme impérial, des coalitions qui en résultent, va sortir le premier conflit mondial qui inaugure la période de décadence du capitalisme.

Nous sommes tentés de voir maintenant, avec le recul du temps, cette période relativement longue de 1914 à 1948, comme étant une seule période de crise structurelle. Les industries motrices de l'entre-deux-guerres restent celles-là mêmes qui l'avaient été avant 1914, le modèle de l'accumulation reste passablement identique à lui-même, comme les modalités de la concurrence monopolistique. La crise, en se prolongeant, entraîne cependant des modifications profondes dans le système international. La première guerre mondiale affaiblit l'Europe au bénéfice des États-Unis. La seconde achèvera d'assurer le triomphe de l'Amérique du Nord. L'entre-deux-guerres ne constitue pas à véritablement parler une phase d'expansion autonome : la courte prospérité qui suit les reconstructions et les

3. Amin, Samir, *L'Échange inégal et la loi de la valeur*, Anthropos, IDEP, 1974.

inflatons de la première moitié des années 20 s'achève en catastrophe en 1929, et en 1938 le niveau de la production retrouve à peine celui de 1913.

Cette longue phase de crise est aussi caractérisée par un redoublement de la lutte des classes au centre et, à travers le mouvement nationaliste, anti-impérialiste, son extension à l'échelle mondiale. Des signes avant-coureurs : de 1905 russe à la Révolution d'Octobre, première brèche dans le système capitaliste, il n'y a que 12 ans. De 1917 aux débuts de la guerre civile en Chine, qui assurera en 1950 le premier triomphe du socialisme à la périphérie du système, il n'y a que 10 ans. Ailleurs, cependant la Révolution est brisée, sous le poids de la social-démocratie réformiste. La critique radicale de la réduction positiviste économiste du marxisme reste cependant inachevée, et le bolchevisme léniniste conserve des aspects de celui-ci, qui apparaîtront plus tard, comme on verra plus loin les raisons de l'échec des tentatives frontistes et la signification sociale du fascisme de l'époque.

La phase d'expansion qui s'ouvre en 1948 pour s'achever 20 ans plus tard par la crise monétaire internationale, le Mai français et le Mai rampant italien présentent des caractères très particuliers. Les industries motrices de cette période de forte croissance de l'économie mondiale, qui dépasse même les rythmes de la période exceptionnelle 1890-1914, et fait contraste avec la quasi-stagnation 1914-1948, sont les biens durables et particulièrement l'automobile, et l'urbanisation « fonctionnelle » qui l'accompagne. Le développement de ces industries est amorcé pendant l'entre-deux-guerres et le modèle de l'accumulation qu'elles commandent prend sa forme définitive aux États-Unis pendant la seconde guerre. L'expansion des années 1948-1967 n'invente rien de nouveau : elle est toute entière fondée sur un processus de « rattrapage » rendu possible par le retard que l'Europe prend entre 1914 et 1948. L'Europe et le Japon ne s'assignant pas d'autre objectif, et bientôt la Russie les rejoint dans cette voie.

C'est bien en cela que réside la décadence du capitalisme. Le « capitalisme monopoliste d'État », amorcé pendant la crise des années 30, et les sociétés multinationales (de types nouveaux : conglomérats, etc.) qui prennent leur départ dans les années 60, ne représentent pas des formes radicalement nouvelles de la concurrence des monopoles mais plutôt des modalités qui prolongent l'épuisement du système, notamment par le recours à l'État.

La phase d'expansion 1948-1967 voit cependant se modifier le modèle de la spécialisation internationale. Le processus d'industrialisation par substitution d'importations, amorcé pendant la grande crise dans quelques pays d'Amérique latine, s'accélère pendant la guerre et les années 50 en Amérique dans le monde arabe et en Asie, s'amorce en Afrique pendant les années 60. Les formules néo-coloniales se substituent dans ce cadre aux vieilles formules impériales. Des inégalités de développement au sein de la périphérie s'aggravent et l'embryon de « sous-impérialisme » fait son apparition.

Tous ces processus accompagnent la prédominance absolue des États-Unis.

à partir de 1953. L'expression de monde « bipolaire » fréquemment utilisée pour caractériser la période, est en fait quelque peu trompeuse, car la Russie joue dans ce monde « bipolaire » le rôle d'un brillant second, derrière les États-Unis. C'est en fait d'un monde presque monopolaire qu'il faudrait parler.

Et néanmoins tout cet équilibre commence à s'effriter à partir de 1967, c'est-à-dire bien avant que l'Europe, le Japon, et naturellement la Russie, n'aient « rattrapé » les États-Unis. C'est là encore un signe de décadence sur lequel nous reviendrons. Avec le recul d'aujourd'hui, la période 1948-1967 apparaît donc comme le « temps des illusions ».

Nous aborderons donc maintenant l'analyse de la crise contemporaine, et des perspectives qu'elle ouvre. Mais auparavant nous pensons utile de faire le point en ce qui concerne l'outillage théorique que le mouvement socialiste trouve aujourd'hui à la disposition pour le faire, outillage enrichi considérablement au cours des dernières années.

2 — LE RENOUVEAU DU MARXISME CONTEMPORAIN

Les dernières années compteront certainement dans l'histoire du développement de la pensée socialiste. L'extraordinaire renouveau du marxisme contraste en effet désormais avec la crise de l'idéologie dominante, frappée de stérilité. Ce renouveau fait suite à une longue période creuse marquée par le dogmatisme stalinien, tempéré par l'extraordinaire attraction que l'idéologie technocratique de l'« apolitisme » triomphant exerçait sournoisement, puis ouvertement à partir de 1953. Les compromis éclectiques des années 50 ont fait leur temps, très vite et depuis 1965 au moins une pensée marxiste vigoureuse a commencé à les dépasser.

La première question qui se pose est de savoir pourquoi ce renouveau. À notre avis la raison de celui-ci doit être recherchée dans le développement de la lutte des masses pour le socialisme, parallèle à l'approfondissement de la crise du capitalisme. Car le développement du marxisme n'est jamais le résultat d'un progrès autonome d'une pensée « académique » isolée de la réalité sociale. L'orientation prise par la Chine depuis 1950, très différente de celle de l'U.R.S.S., culminant avec la Révolution culturelle, a permis pour la première fois une critique de gauche de l'expérience soviétique⁴. Ceci nous paraît fondamental. N'est-il pas caractéristique que jusqu'alors aucune critique de la réalité soviétique, pas même celle du trotskysme, n'était parvenue à se départir de l'anti-soviétisme ? Le xx^e congrès aurait dû être la grande revanche du trotskysme, la base de son essor. Il n'en a rien été : la stérilité persistante du trotskysme constitue donc notre première observation. La raison de celle-ci vient de l'incapacité de celui-ci d'aller au delà du « prophète » défunt, or celui-ci était resté sur des positions économistes de son époque : le « regret » de l'échec de la révolution allemande, l'affirmation de la nécessité d'une « accumulation socialiste », c'est-à-dire de « rattraper pour

4. Cf. Kard, K.S., *la Deuxième Révolution chinoise*, Paris, Laffont, 1973.

dépasser ensuite », donc de reproduire les types de division du travail propres au capitalisme, et de rompre l'alliance ouvrière paysanne de 1917 en faisant financer ce modèle d'industrialisation par la paysannerie, etc., en témoignent. Sur ce terrain Staline devait l'emporter.

L'expérience chinoise allait permettre de sortir des débats étriqués concernant les « moyens » de ce type de « construction socialiste ⁵ ». En formulant dès le départ une critique radicale de l'objectif, c'est-à-dire en refusant de réduire le socialisme à un « capitalisme sans capitalistes », mais au contraire en remettant en cause les modèles capitalistes de l'industrialisation, de la technologie, de l'organisation et de la hiérarchie, de la division du travail, de l'urbanisation, de la consommation, de l'éducation, etc., en dévoilant le caractère non neutre de ces modèles, la Chine s'imposait d'envisager d'une manière radicalement différente la problématique de la transition.

Cette critique radicale de l'interprétation positiviste économiste du marxisme, qui avait triomphé avec les II^e et III^e Internationales, a favorisé un « retour à Marx » (Rossana Rossanda). Ce retour à Marx ne pouvait évidemment trouver qu'un écho favorable dans l'Occident développé auquel le modèle soviétique n'avait pas grand chose à apporter. L'insatisfaction ressentie par les masses « consommatrices » de cet Occident, la crise de civilisation du capitalisme mûr, allaient enfin pouvoir s'exprimer dans une revendication authentiquement socialiste. Le fait que le système capitaliste mondial ait commencé à entrer dans une crise structurelle avant même que l'Europe et le Japon n'aient « rattrapé » les États-Unis, c'est-à-dire le fait que la base économique sur laquelle s'était construite la prospérité des 25 dernières années s'effondre, l'accentuation des luttes sociales qui accompagne cette crise depuis 1968 (notamment en France et en Italie) a ouvert ces perspectives de renouveau profond.

En même temps l'expérience chinoise obligeait à repenser les rôles respectifs du centre et de la périphérie dans le dépassement du capitalisme. Au mouvement nationaliste de libération des années 40 et 50, auquel ne s'offrait guère de marge d'alternative entre le développement d'un capitalisme national et celui d'une imitation du modèle russe, devait succéder l'attraction d'une vision nouvelle, renforcée par les succès du Viet-Nam. Tout cela ouvrait la porte à une réélaboration de la théorie du système mondial et du développement inégal.

C'est sur cette base réelle que nous voudrions envisager l'apport théorique des dernières années.

La critique de l'économisme a permis de retrouver l'unité du marxisme qui n'est ni une théorie économique, ni une théorie sociologique, ni une philosophie, mais la science sociale de la praxis socialiste révolutionnaire. Cette critique est partie de points de départ multiples et souvent modestes. La critique interne de l'économie marginaliste, a été un point de départ. Cette critique a miné les tentatives d'une prétendue synthèse du marxisme et du marginalisme, que l'attraction de la vision technocratique des années 50 inspirait en Occident comme en

duction soviétique et, concomitamment, la réduction positiviste du marxisme. Elle a culminé avec la « convergence des systèmes » où l'on voyait enfin le triomphe des lois « naturelles » de l'économique, indépendante du système social. La redécouverte des textes de Marx jeune, et particulièrement de *l'Idéologie allemande*, a été ici décisive. Cette redécouverte s'imposait d'ailleurs dès lors que les Chinois envisageaient les relations entre la superstructure idéologique et la base matérielle d'une manière tout autre que celle à laquelle le mécanisme soviétique avait conduit. Il y a eu dans ce domaine des controverses décisives. Et si Althusser, en niant le caractère marxiste de l'aliénation, a tenté de sauver une dernière fois Moscou, il n'empêche qu'il contribuait par là même à liquider définitivement l'héritage positiviste qu'il poussait à ses frontières extrêmes⁶.

C'est par là que s'est faite la brèche. On pouvait alors poser correctement toute une série de problèmes, dont nous signalerons au moins les suivants : 1) l'analyse du capitalisme central contemporain, du mode particulier de sa reproduction à un stade où la contradiction entre le caractère social du niveau de développement des forces productives et le caractère étriqué des rapports de production imposait d'aller au delà des schémas du livre II du *Capital* pour envisager l'intervention active de l'État dans la reproduction (analyse inaugurée par Baran et Sweezy auxquels on doit le concept efficace de surplus du capitalisme de monopoles contemporain) ; 2) l'analyse des alliances de classes dans l'histoire du capitalisme et de leurs transformations en relation avec l'histoire politique et idéologique, particulièrement de la social-démocratie ; 3) l'appréciation critique des stratégies du mouvement ouvrier, résultant de 1 et 2, et particulièrement la critique du « frontisme » et des forces de l'organisation de la classe ouvrière définie par le Lénine de *Que Faire ?* (critique développée par *Il Manifesto*) ; 4) la critique du capitalisme contemporain dans ses différents aspects, principalement de la division du travail et de ses effets dévastateurs, de l'urbanisme, etc. ; 5) la critique des tentatives éclectiques du freudomarxisme (Reich) et de l'école de Francfort (la philosophie marcusienne de *l'Homme unidimensionnel*, l'esthétique d'Adorno, etc.), à peine amorcée, et, en relation avec ces champs nouveaux de la pénétration marxiste, l'appréciation de l'irruption des jeunes (et des problèmes de la fonction de l'éducation dans la reproduction), du féminisme, etc. ; 6) enfin, *last but not least*, l'analyse du développement inégal du capitalisme et la discussion concernant la périodisation du système mondial.

Car il était évident que l'expérience russe étant dépassée à gauche par la Chine, c'était toute la problématique du système mondial qui devait être revue. L'obstacle sur lequel le trotskysme s'était bloqué pouvait être surmonté. Ici encore le mouvement est parti de points de départ modestes, en relation avec les mouvements sociaux réels, notamment de « libération nationale » et de « développement ». L'échec des stratégies de développement qui acceptaient l'axiome de l'intégration au système mondial (le populisme et le *desarrollismo* d'Amérique latine) a conduit à la formulation de la « théorie de la dépendance », formulation encore confuse, mi-nationaliste et mi-marxiste. La médiocrité des résultats de la transposition des leçons d'U.R.S.S. au « Tiers monde », qui constitue le contenu

6. Amin, Samir, *le Développement inégal*, chap. I ; « Éloge du socialisme », *l'Homme et la société*, n° 31, 1974.

de la voie « non capitaliste », et dont l'Égypte offre l'exemple le plus avancé, invitait par tous les bouts à remettre en cause la vision linéaire du développement historique, commune à l'idéologie scientiste bourgeoise et au pseudo-marxisme dogmatique. Dans tous ces domaines, des pas décisifs ont été franchis au cours des dernières années. De l'analyse en termes encore limités des modèles de la reproduction à l'échelle du système mondial-dans son ensemble, qui a néanmoins permis d'élucider clairement les concepts de centre et de périphérie, et d'intégrer des apports jusque là épars et mal formulés (comme celui concernant l'échange inégal), on a été amené à reprendre l'histoire de la naissance, du développement et du dépassement du capitalisme à l'échelle mondiale. Enfin l'optique eurocentriste était dépassée.

3 — LA CRISE CONTEMPORAINE ET LES TENDANCES NATURELLES DU SYSTÈME À LA SURMONTER

Dire que le capitalisme est décadent ne signifie pas qu'il s'effondrera de lui-même, par l'effet de quelque contradiction économique irrésistible. Ce serait revenir à la réduction positiviste économiste rejetée.

En effet on imagine déjà les industries nouvelles qui pourraient constituer la base d'un modèle d'accumulation rénové : l'énergie atomique et solaire, l'espace, la génétique et la production d'aliments de synthèse, l'exploitation du fond des mers, etc. On entrevoit aussi ce que le développement de ces branches nouvelles impliquerait en ce qui concerne les modalités de la concurrence et le rôle de l'État, la division internationale du travail, etc.

Il est donc utile d'envisager les types « d'équilibre » possibles fondés sur le développement de ces branches nouvelles, pour examiner ensuite comment opéreraient les forces sociales pour assurer la transition de la situation actuelle à ces « états d'équilibre », quelles contradictions devraient être surmontées et quels sont, dans ces conditions, les maillons faibles du système.

Ces équilibres finals nous les qualifierons de modalités de « 1984 » (par référence au 1984 de George Orwell). Pourquoi ? Parce que l'image de la perfection dans l'horreur que le monde de George Orwell représente correspond à la rationalité parfaite du mode de production capitaliste, donc à sa tendance naturelle. Il traduit la branche « Barbarie » de l'alternative « Socialisme ou barbarie » que Marx et Engels envisagent dès le *Manifeste* de 1848. 1984 rétablit une correspondance parfaite entre les forces productives parfaitement socialisées et des rapports de production parfaitement dominés par l'aliénation marchande. Nous renvoyons ici à notre article : « Éloge du socialisme ».

Quel a été en effet le moyen par lequel la contradiction immanente du mode capitaliste a été surmontée jusqu'ici ? Quelle tendance fondamentale de celui-ci cette histoire révèle-t-elle ?

en plus « abstrait » et la destruction progressive parallèle des modes précapitalistes. L'entreprise du bourgeois individuel fait place à la société anonyme, celui-ci au monopole. À partir de la crise de 1930, l'État est contraint d'intervenir activement dans le procès de la reproduction, pour soutenir les monopoles, absorber une part du surplus que la reproduction capitaliste ne peut plus absorber par elle-même dans le cadre de la concurrence monopolistique. Baran et Sweezy ont bien montré tout cela. Ce que l'on a appelé le « capitalisme monopoliste d'État » reste néanmoins ambigu, car il ne s'agit pas d'une phase nouvelle, qualitativement différente de celle des monopoles. L'intervention de l'État, dans les formes pratiquées, apparaît seulement comme un moyen de soutenir le procès de la reproduction des monopoles. Cette intervention apparaît d'ailleurs durant la période de crise structurelle 1914-1948, pour se poursuivre dans la phase d'expansion suivante.

Par contre on entrevoit comment les industries nouvelles impliquent un statut nouveau de l'entreprise et des modalités inconnues de la concurrence. Dans ces domaines en effet, on conçoit mal que les monopoles que nous connaissons, y compris les sociétés multinationales les plus puissantes (les conglomérats) puissent intervenir avec les moyens dont ils disposent actuellement. C'est l'État qui devra se substituer très largement à eux. Si le capitalisme doit se perpétuer, il atteindra de ce fait un niveau de centralisation inconnu jusqu'ici. Aux capitaux parcellisés et concurrents l'État capitaliste se substituait : le capital deviendrait véritablement abstrait pour la première fois.

Dans ces conditions la survie du capitalisme est commandée par la perpétuation de l'idéologie capitaliste. L'économisme, c'est-à-dire l'aliénation marchande, constitue depuis toujours le contenu de cette idéologie. Mais on a vu ⁷ que l'extorsion du surplus dans le mode capitaliste est opacifiée par la concurrence des capitaux — le marché — et la vente de la force de travail — elle-même marchandise. On a vu que, dans le mode capitaliste, pour cette raison, l'instance dominante n'était pas l'idéologique mais l'économique, à l'opposé de ce qui en est dans les modes précapitalistes et dans le mode soviétique. En 1984, avec la centralisation du capital, on se rapproche du mode soviétique. La ponction du surplus par la classe État dominante devient à nouveau transparente, et, de ce fait, l'instance idéologique acquiert une fonction dominante dans la reproduction. L'idéologie qui correspond à cette fonction nouvelle, c'est celle que Marcuse a analysée dans *l'Homme unidimensionnel*. Le caractère totalitaire — religieux — de cette idéologie, traduit bien sa fonction dominante.

L'équilibre final atteint n'a donc rien de réjouissant : rien de moins que de la perspective barbare de 1984 ⁷. Cette perspective comporte néanmoins des variantes. Pour plus de commodité nous en décrivons les deux types extrêmes, toute combinaison des deux étant également possible.

La perspective que nous appellerons 1984 A serait caractérisée par la division internationale du travail suivante : le centre se réserverait l'intégralité des industries nouvelles, tandis qu'il rejeterait sur la périphérie l'intégralité des industries « classiques », c'est-à-dire de celles que nous connaissons dans notre

7. Amin, Samir, *le Développement inégal*, chap. 7.

monde contemporain (les industries « polluantes » pour simplifier : sidérurgie, chimie, industries légères). Nous ne nous occupons pas ici de savoir si toutes les régions centrales auraient sur ce plan une vocation égale. Il reste que les industries nouvelles n'offrent que des possibilités d'emploi fort limitées : si, durant la phase de leur mise en place, elles exigent une force de travail hautement qualifiée, relativement plus nombreuse, par la suite leur exploitation, grâce à l'automatisation, n'exige presque plus de main-d'œuvre. Dans la perspective 1984 A les citoyens du centre seraient donc occupés par des activités parasitaires dont le développement serait massif. Pour que cela soit possible la périphérie fournirait précisément les produits agricoles et industries « classiques » destinés à leur entretien. Autrement dit les masses de la périphérie, prolétarisées et exploitées par le capital central (grâce au contrôle de la technologie, monopolisée par le centre), produiraient le surplus consommé par les masses parasitaires du centre. Ce schéma correspond à une sorte d'extension à l'échelle mondiale du modèle sud-africain, c'est pourquoi l'apartheid et le racisme qu'il suppose ne nous paraissent pas être des « vestiges » du passé, mais au contraire, ils sont une exigence de ce type de « capitalisme avancé ». Modèle nécessairement raciste, parce que la seule « justification » idéologique de l'échange inégal qu'il suppose (à la périphérie les producteurs de plus-value, au centre leurs consommateurs), ne peut être que de ce type.

Les marchandises produites par la périphérie pour le centre dans ces conditions sont en effet des marchandises mondiales, produites par les moyens les plus modernes. On ne pourrait donc prétendre que la rémunération du travail à la périphérie est inférieure sous prétexte que le niveau de développement des forces productives y est attardé. D'ailleurs on ne peut comparer les productivités dans les industries « classiques », localisées à la périphérie, et dans les industries « nouvelles », concentrées au centre ⁸.

Il reste que, dans cette perspective, les industries « classiques » ne seraient pas distribuées également entre toutes les régions de la périphérie, mais qu'elles seraient, au contraire, concentrées dans quelques-unes d'entre elles. Ce phénomène, encore tout à fait embryonnaire, qualifié de « sous-impérialisme », se généraliserait. Les pays sous-impérialistes importeraient capitaux et technologie du centre, exporteraient les produits des industries « classiques » principalement vers le centre, accessoirement vers les zones de la périphérie les plus démunies, et avec ces moyens, couvriraient les redevances qu'ils devraient au centre au titre du capital et de la technologie importés. La concentration des industries « classiques » dans ces pays, jointe au taux d'exploitation élevé de leur prolétariat, permettraient aux bourgeoisies sous-impérialistes de bénéficier d'une fraction du surplus suffisante pour assurer l'équilibre économique et politique du système.

La perspective que nous appellerons 1984 B exclut au contraire toute division internationale du travail : les industries nouvelles comme les industries « classiques » seraient toutes concentrées au centre, et la périphérie dans son ensemble

voire dangereuse pour la reproduction du système capitaliste. Parallèlement sans doute le centre importerait massivement de la main-d'œuvre déqualifiée, accentuant une tendance déjà visible. L'échange inégal serait intériorisé, grâce au développement d'un racisme systématique à l'égard de la masse des travailleurs immigrés.

Les différentes modalités de 1984 présentent toutes un caractère commun : celui d'un monde simplifié, réduit au mode de production capitaliste. En 1984 on ne peut plus parler de formations sociales au sens où nous l'avons fait pour le passé et le présent, ni de système mondial, car celui-ci, le monde de 1984 est réductible au mode capitaliste à l'échelle mondiale. Cette réduction n'implique nullement ni l'égalité ni l'homogénéité, mais les inégalités sont ici simplement des inégalités de classes au sein du mode capitaliste : entre bourgeoisie (désormais classes État) et prolétariat, entre sections du prolétariat (sur une base raciste), entre prolétariat et parasites, de même l'hétérogénéité, qui traduit l'inégale concentration géographique des classes, accompagne seulement les différenciations de classes et ne traduit plus, comme c'est encore le cas actuellement, le caractère complexe des formations où s'articulent des modes dominants et des modes dominés, ces derniers caractérisés par un développement attardé des forces productives.

La perspective 1984 A est-elle la plus « naturelle » ? Oui d'une certaine manière, parce que l'expansion inégale du capitalisme à travers le monde a été une tendance permanente du système, le moyen par lequel il a surmonté historiquement sa contradiction immanente. Déjà le mercantilisme supposait une périphérie, qui a rempli des fonctions décisives dans la genèse du capital. Mais, de la révolution industrielle aux années 60 du siècle dernier, les salaires en Europe ne sont pas meilleurs qu'en Inde et sont comparables au « revenu » réel des esclaves en Amérique. À partir de 1870 il n'en sera plus de même, et l'écart grandira, et même grandira plus vite que celui des productivités. Le « débouché extérieur » est donc important pour le relèvement du taux du profit, mais il n'est pas essentiel pour l'absorption comme nous l'avons montré⁹. L'impérialisme constitue néanmoins la solution capitaliste à la crise des années 1870-1890, parce qu'il offre aux monopoles un champ d'action nouveau et rentable. Les contradictions qu'il a engendrées ont entraîné à leur tour les mouvements nationalistes de la période suivante 1914-1948. Le renouvellement de l'alliance de classes entre le capital des monopoles et les bourgeoisies locales, qui est le contenu du néo-impérialisme (caractérisé par l'indépendance des anciennes colonies, de l'Égypte en 1922 à l'Afrique noire en 1960 en passant par l'Inde et l'Asie méridionale des années 40 et 50), ouvre un nouveau débouché au capital, par l'industrialisation de substitution d'importations. Ce débouché est d'une rentabilité très élevée, précisément parce que l'écart des salaires l'emporte sur celui des productivités, de branche à branche, comme nous l'avons montré.

Cette évolution même est très lourde de conséquences politiques. Car, que cela plaise ou non, elle fonde un renforcement du racisme, nourrit une idéologie basée sur « l'inégalité » des peuples.

L'évolution s'achèverait, dans l'hypothèse 1984 A, par l'égalité rigoureuse des productivités, la modernisation totale des productions de la nouvelle périphérie,

9. Amin, Samir, *le Développement inégal*.

mais le maintien parallèle d'un écart dans les salaires réels. L'intuition de Jaffe, que l'Afrique du Sud, dans ces conditions, est une sorte de microcosme où l'on trouve déjà les caractéristiques du monde de 1984, est une intuition forte (l'erreur de Jaffe est de considérer que l'on est déjà en 1984, que le système mondial est déjà analogue à l'Afrique du Sud, alors que les productivités ne sont pas encore égalisées).

L'une et l'autre de ces perspectives extrêmes sont sans doute un peu caricaturales. Et si le système devait évoluer selon ses propres lois, sans être remis en cause par une série de transformations révolutionnaires, il évoluerait probablement vers une combinaison des 2 modèles, certaines industries classiques étant transférées du centre à quelques pays sous-impérialistes, d'autres conservées au centre, certaines zones de la périphérie étant progressivement et réellement marginalisées, voire détruites.

Quels éléments feraient pencher la balance en direction de A ou de B ?

Pour répondre à cette question il faut examiner ce que signifie la transition de la situation actuelle à celle des équilibres finals décrits sous le nom générique de 1984. Le modèle de l'accumulation qui régit à l'heure actuelle le système capitaliste s'est essouffé, parce que la rentabilité des industries motrices (l'automobile et les biens durables) sur lesquelles il est fondé est handicapée : 1) par l'énorme masse des investissements d'infrastructure qui sous-tendent l'expansion du marché de ces produits (urbanisation, autoroutes, etc.) 2) du fait de l'absorption d'une fraction considérable de la plus-value générée dans ces industries par le gaspillage du tertiaire d'accompagnement et des services de vente exigés par les formes de la concurrence monopolistique qui régissent ces branches. 3) du fait de l'exploitation insuffisante des potentialités de la périphérie, limitée par le type de division internationale du travail que ce modèle implique, et 4) du fait que ce modèle n'est viable politiquement et idéologiquement qu'à la condition que soit satisfaite une double exigence de la classe ouvrière du centre : le plein emploi et la croissance continue des salaires réels, exigence qui réduit la flexibilité du système au cas où la chute du taux du profit exigerait un réajustement pénible en termes d'emploi et de salaires.

Par ailleurs, ce modèle d'accumulation est entré en crise bien avant que l'Europe et le Japon n'aient rattrapé les États-Unis, pour des raisons politiques et idéologiques sur lesquelles nous reviendrons.

La question se pose donc de la manière suivante : la transition du modèle actuel de l'accumulation au modèle de 1984 implique une masse énorme d'investissements de mise en place des industries nouvelles. Qui financera ces investissements ? Le prolétariat du centre et/ou celui de la périphérie ?

Dans une situation de ce genre, où s'effondrent toutes les illusions de la croissance « facile et continue », il est bien évident que les bourgeoisies affolées chercheront toutes à s'en sortir d'abord, en tentant de transférer aux autres la charge de faire face aux conséquences. Plus une bourgeoisie est forte, dispose

de la transition sur son propre prolétariat. Les forts s'orienteront donc plutôt vers l'horizon 1984 A, les faibles vers 1984 B. La période nouvelle sera donc caractérisée avant tout par un aiguïsement de la lutte entre les capitalismes centraux pour l'accès au Tiers monde et à l'Europe de l'Est. Ce sont là les champs de bataille où se livre la guerre qui décidera du nouvel « équilibre » international.

Nous allons donc examiner successivement dans ce cadre : 1) la nature des luttes interimpérialistes sur le champ de bataille du Tiers monde et des contradictions qui en découleront (le « nationalisme » de la périphérie sera-t-il un obstacle auquel les stratégies impérialistes se heurteront ?), 2) la nature de l'intégration de l'Europe de l'Est dans le nouveau système mondial et les contradictions qui en résulteront en Russie et dans les pays actuellement satellites, 3) la nature des luttes sociales au centre qui résulteront des succès et des échecs de ces stratégies (où sont les maillons faibles, s'il y en a ?)

4 — LA CRISE DE L'ÉNERGIE ET DES MATIÈRES PREMIÈRES ET LE RÔLE DE LA PÉRIPHÉRIE DANS LE NOUVEAU SYSTÈME MONDIAL

C'est dans le cadre tracé ci-dessus qu'il faut situer la crise actuelle du pétrole et des matières premières. On n'y comprendra rien si l'on veut examiner ces problèmes en isolement, pour discuter par exemple, comme on le fait, des conséquences d'un réajustement des prix relatifs sur les différentes régions du monde sans tenir compte de la crise du modèle de l'accumulation. On se place alors sur un terrain superficiel où tout peut être dit avec des arguments de bon sens apparent, le terrain des manipulations manœuvrées par les uns et les autres selon leur stratégie.

Le processus même de la croissance de rattrapage de l'Europe et du Japon du « temps des illusions » avait conduit à une remise en cause de la prépondérance américaine. Dans l'immédiate après-guerre l'écart était tel que les États-Unis disposaient dans toutes les industries d'une avance qui leur donnait une supériorité absolue en termes de compétitivité, autrement dit l'écart des productivités jouait en leur faveur parce qu'il était encore plus fort que celui des salaires. Mais peu à peu ce rapport s'est renversé, au moins dans un certain nombre d'industries japonaises et allemandes. La tendance à l'excédent permanent de la balance des paiements américaine a cédé la place à une tendance inverse. Du coup disparaissait l'avantage supplémentaire qui jouait au bénéfice des États-Unis, et leur permettait d'acquérir des positions stratégiques en Europe en rachetant des entreprises pour les moderniser sous leur direction. En même temps les États-Unis ne parvenaient plus à jouer leur rôle de gendarme international, parce que cette opération coûteuse (voir la guerre du Viet-Nam) aggravait le déficit de leur balance extérieure. C'est pour cela que la crise a éclaté dans le domaine du système monétaire international et s'est manifestée par la chute du dollar ¹⁰.

10. Amin, Samir, *le Développement inégal*.

Les États-Unis ont néanmoins été capables d'envisager une stratégie de contre-offensive majeure, à l'œuvre actuellement. Cette stratégie a d'abord été formulée sur le terrain de la préparation idéologique (la « croissance zéro », « l'environnement », le néomalthusianisme...), puis sur celui de la préparation politique (le pacte américano-russe, la paix au Viet-Nam et la reconnaissance de la Chine), avant d'être déclenchée sur le terrain économique propre (le relèvement des prix du pétrole, des matières premières et des prix agricoles).

Le terrain a donc été d'abord préparé au niveau idéologique et politique. Le Club de Rome, constitué à cet effet, tirait la sonnette d'alarme, annonçait la pénurie généralisée et l'épuisement des ressources naturelles, préparant ainsi le relèvement des prix de l'énergie et des matières premières. La campagne de « l'environnement » rejoignait ces préoccupations, tandis qu'en mettant un terme à la guerre en Asie du sud-est les États-Unis amélioraient la position de leurs finances extérieures. Puis vint, comme un coup de tonnerre, l'annonce par le Shah d'Iran du relèvement du prix du pétrole. Il convient de rappeler ici que cette décision était antérieure à la guerre du Ramadan.

Sur ce plan en effet les États-Unis sont dans une situation meilleure que l'Europe et le Japon. Ils sont certes dépendants de l'extérieur pour une part non négligeable de leurs besoins énergétiques et de matières premières. Mais ils sont aussi des producteurs importants de pétrole, de nombreuses matières premières et de produits agricoles. L'Europe et le Japon sont donc plus mal placés qu'eux pour envisager une reconversion de leur économie fondée sur des prix relatifs plus élevés pour l'énergie, les matières premières et l'agriculture. D'ailleurs on a vu immédiatement comment le relèvement du prix du pétrole a permis le redressement de la balance américaine et celui du dollar.

Les objectifs de cette contre-offensive des États-Unis sont multiples :

1) affaiblir l'Europe et le Japon, et rétablir la situation antérieure à la crise monétaire internationale,

2) gagner à eux les pays sous-développés, également bénéficiaires dans l'ensemble de ce relèvement des prix du pétrole et des matières premières (on verra plus loin comment il faut nuancer cette analyse), et les arracher ainsi à l'influence de l'Europe et du Japon, se plaçant ainsi dans la meilleure position possible pour développer la stratégie visant à 1984 A à leur profit,

3) sceller l'alliance avec l'U.R.S.S. En effet ce pays, aussi, plus autarcique que l'Europe et le Japon, souffre peu du relèvement du prix des matières premières, au contraire il risque d'y gagner, si sa perspective est d'exporter de plus en plus de celles-ci vers l'Occident pour en importer la technologie avancée. L'U.R.S.S. est ainsi contrainte de jouer les brillants seconds de la stratégie américaine.

On aurait tort de croire que cette opération serait limitée au pétrole, de la lier au conflit du Moyen-Orient et à la volonté des Arabes d'utiliser l'arme de

agricoles. Jusqu'ici les États-Unis ont pratiqué une politique de prix bas des produits agricoles, en subventionnant leurs producteurs. Politique possible tant que la balance américaine était excédentaire, mais coûteuse pour le capital américain. En supprimant ces subventions pour laisser les prix « s'ajuster à la demande », les États-Unis, gros exportateurs de produits agricoles amélioreront leur situation extérieure.

Qui paiera la note de ces ajustements ? Qui en sont les bénéficiaires ?

Les premiers bénéficiaires évidents sont les sociétés multinationales à prédominance américaine. La conjoncture, en ce qui concerne les sociétés pétrolières par exemple, est retournée : elles devaient faire face à une situation caractérisée par la croissance forte de la demande, donc l'obligation d'investir lourdement, et des prix bas, donc des profits réduits ; c'est maintenant l'opposé : avec les superprofits qu'elles peuvent réaliser dans le pétrole, ces sociétés peuvent s'associer au financement de la reconversion vers 1984, notamment dans l'énergie atomique et solaire, etc., c'est-à-dire prendre position dans les nouveaux secteurs de pointe. Il en est de même des sociétés multinationales qui s'occupent des autres matières premières.

D'une manière générale les États-Unis, en reportant ainsi le poids de la crise sur l'Europe, le Japon et le Tiers monde, facilitent leur reconversion vers 1984.

Quant aux pays du Tiers monde, sont-ils bénéficiaires de l'opération ? Il importe ici de pousser sérieusement l'analyse pour éviter les chantages et les manipulations assez évidents.

Globalement les pays du Tiers monde sont exportateurs d'énergie et de matières premières, importateurs de produits manufacturés et alimentaires. Le relèvement des prix relatifs des premiers par rapport aux seconds améliore leur balance extérieure, même si cette amélioration est réduite par l'effet opposé du relèvement des prix de leurs importations alimentaires. Cela est clair et évident, et toutes les déclarations concernant les soi-disant effets négatifs de cette amélioration des termes de l'échange du Tiers monde sont pour le moins curieuses.

Néanmoins l'opération, telle qu'elle est envisagée par les États-Unis (et nous insistons sur cette précision), n'est pas dans « l'intérêt du Tiers monde ». D'abord parce que la perspective stratégique impérialiste est fondée sur la distribution inégale de ces bénéfices entre les pays du Tiers monde. Les bénéficiaires — leurs classes dirigeantes — accepteraient dans ce cadre de jouer le rôle de sous-impérialismes : ils s'industrialiseraient à une cadence accélérée dans la perspective de 1984 A, offrant ainsi au capital la possibilité d'exploiter les potentialités d'un prolétariat bon marché. Le surplus que le centre tirerait de cette exploitation dépassera très vite les « bénéfices » obtenus au stade de la mise en place du nouvel équilibre. En ce sens bien clair, l'opération a pour but de faire payer la note de la reconversion vers 1984 A aux peuples du Tiers monde, en s'alliant aux bourgeoisies de certains pays de cette partie du monde.

À cette stratégie on doit opposer la contre-stratégie possible des peuples du Tiers monde. Non pas faire la même chose avec d'autres partenaires (l'Europe ou le Japon), certes, mais :

1) se débarrasser des sociétés multinationales et substituer des accords d'État à État à long terme, donnant plus d'autonomie aux États sous-développés pour utiliser ces bénéfices du relèvement des prix de leurs exportations comme ils l'entendent,

2) rejeter le projet de la nouvelle division internationale du travail (1984 A) et développer leurs économies sur la base de l'autonomie maximale, sociale et technologique, les accords d'État à État à long terme étant mis à la disposition de cette perspective,

3) refuser la division du Tiers monde sur la base « sous-impérialisme »/ « sous-colonies », mais au contraire accélérer les processus de constitution de grands ensembles avec la perspective d'un développement égal des partenaires.

Nous examinerons plus loin les exigences de cette stratégie, particulièrement en Afrique et au Moyen-Orient, en relation avec l'alternative européenne/française et avec l'examen de la stratégie soviétique.

5 — L'INTÉGRATION DE L'EUROPE DE L'EST, ISSUE À LA CRISE ?

L'U.R.S.S. présente déjà à l'heure actuelle toutes les caractéristiques d'un sous-impérialisme. Dans ses relations avec les pays développés de l'Ouest elle exporte des matières premières et importe de la technologie avancée, dans celles qu'elle entretient avec le Tiers monde elle exporte des produits manufacturés « classiques » (armements inclus) et importe des matières premières. Par ailleurs le déficit de ses relations avec l'Ouest est couvert par son excédent dans ses relations avec le Sud.

À vrai dire à l'heure actuelle l'U.R.S.S. est le seul pays à présenter clairement ces caractéristiques (avec l'Afrique du Sud). Ceux que l'on a déjà qualifiés de « sous-impérialismes » — Brésil, Inde, Iran par exemple — sont encore loin de cette structure. Sur le strict plan économique, ils sont encore exportateurs vers le monde développé seulement, et pratiquement pas encore vers le monde sous-développé. Mais la logique de leur politique de croissance les conduira nécessairement à évoluer dans le sens indiqué, et ils expriment déjà que c'est là leur objectif politique.

Y a-t-il une possibilité que l'U.R.S.S. remplisse de plus en plus cette fonction, offrant par là même un débouché essentiel (beaucoup plus important que celui du Tiers monde) au capital occidental ? Théoriquement, oui, car il s'agit d'une société déjà bien formée, disposant d'un prolétariat nombreux et discipliné, de réserves paysannes encore importantes, etc. Les projets de mise en valeur de la Sibérie vont dans ce sens. Comme l'a dit avec humour K. S. Karol, depuis que le regretté camarade Staline n'envoie plus en Sibérie des volontaires enthousiastes, le système ne sait plus quoi faire, il ne peut mettre en œuvre efficacement ni

Beaucoup d'indices indiquent que l'U.R.S.S. est candidate à ce rôle. On proclame de plus en plus qu'il faut établir davantage de relations entre le marché extérieur et les mécanismes de l'économie nationale, c'est-à-dire que l'on veut faire partie du système capitaliste international et pas seulement du marché capitaliste international. Agnelli proclame qu'il vaut mieux fabriquer des Fiat à Togliattigrad, où le prolétariat est plus discipliné et moins coûteux qu'à Turin.

Mais on aurait tort de s'arrêter là. Car l'U.R.S.S. présente trois caractéristiques particulières essentielles : 1) elle a un mode de production spécifique qui ne peut être réduit au mode capitaliste, 2) elle a une vocation mondiale, notamment militaire, et 3) elle entretient des relations particulières avec sa zone d'influence, en Europe de l'Est.

Le mode soviétique, mode *sui generis*¹¹, n'est pas l'expression du retard des forces productives. Car au contraire les rapports de production ici, bien qu'ils soient des rapports de classe, sont plus avancés qu'en Occident : la centralisation totale du capital y préfigure 1984. Cela donne au pouvoir politique une prédominance qu'il n'a pas dans le mode capitaliste. Or le pouvoir de cette classe dominante vis-à-vis de l'extérieur exige le maintien de la puissance militaire soviétique. Celle-ci impose à l'U.R.S.S. de ne pas accepter de se spécialiser dans les industries « classiques » mais de développer aussi les industries nouvelles (atome, espace, etc.). Pour cela il lui faut conserver par-devers elle le surplus maximal généré par son prolétariat, ce qui limite fortement la perspective d'implantations massives d'industries classiques destinées au marché extérieur des pays développés.

C'est pourquoi sans doute l'U.R.S.S. hésite. C'est pourquoi elle tentera sans doute de garder la maîtrise de ce processus, notamment en jouant des contradictions entre les partenaires possibles : États-Unis, Japon et Allemagne.

On voit la double bévue de « l'opposition » soviétique du type Soljenitsine, comme l'a montré Karol. L'ouverture sur l'Ouest ne libéralise pas le système, d'une part parce que la perspective « naturelle » du capitalisme n'est pas le développement de la démocratie mais 1984 ; d'autre part parce que cette ouverture est fondée sur la « discipline » de la classe ouvrière russe, l'échange inégal et donc sa répression continue.

6 — L'EUROPE : CHAÎNON FAIBLE DU SYSTÈME ?

La crise a brutalement fait éclater l'Europe et mis un terme au moins provisoire à la construction européenne au moment même où celle-ci semblait l'emporter définitivement par l'intégration de la Grande-Bretagne.

1948-1967 avait été le temps des illusions, ici l'illusion que la constitution progressive d'une Europe intégrée allait lui permettre de rattraper les États-Unis, grâce aux avantages d'un marché désormais continental. Mais on parlait d'une réalité différente, celle de l'Europe des nations, et de nations inégales. Comme toujours le partenaire le plus puissant — l'Allemagne en l'occurrence — souhaitait

11. Amin, Samir, *le Développement inégal*.

accélérer le mouvement. L'Italie, la Belgique et les Pays-Bas acceptaient ce que Faire et Sebord ont bien caractérisé comme le choix d'une compradorisation derrière l'Allemagne. La France par contre, en manœuvrant dans l'espace situé entre le maintien de la prééminence des institutions et des politiques nationales et l'acceptation d'une supranationalité limitée — politique de l'« Europe des nations » —, cherchait à améliorer sa position avant que la fusion européenne ne s'achève. Elle disposait pour cela d'atouts importants, politiques et économiques (la dépendance de la zone franc).

Les taux de croissance élevés des retardataires du « temps des illusions » permettraient les espoirs les plus grands. Des projections mécaniques, prédilection des technocrates sans intelligence sociale, justifient ces espoirs. C'est ainsi que Herman Kahn, en s'amusant à prolonger ces taux, prédisait un avenir de gloire pour l'Europe et particulièrement l'Europe du sud (France, Italie, Espagne). En fait ce genre d'exercice ne renseigne jamais, car il suffit d'une faible différence entre deux taux de croissance pour que, prolongée sur un temps plus long, cette différence fasse apparaître un changement qualitatif dans l'équilibre international. L'histoire démontre que les choses ne se passent jamais ainsi, car le déséquilibre croissant génère des contradictions nouvelles qui ne sont pas prises en compte dans le schéma de la projection. D'ailleurs l'exercice de Kahn, une fois de plus, venait au moment même où la phase qu'il prolongeait indéfiniment arrivait à son terme !

De quelles contradictions s'agit-il ?

En Europe du nord, le capitalisme industriel, plus avancé, avait liquidé les vestiges des temps du mercantilisme. En Angleterre l'agriculture avait été carrément abandonnée avec l'abrogation des Corn Laws au milieu du XIX^e siècle et, par là même l'alliance de classes du capital avec la propriété foncière avait perdu sa base réelle¹². En Scandinavie — particulièrement en Suède — l'hypothèse a été déjà mentionnée que l'hétérogénéité des structures agraires et l'alliance précoce entre les dirigeants du mouvement ouvrier et le capital financier avait facilité un développement plus pur du capitalisme.

En Allemagne, le nazisme avait finalement été la dernière phase d'une politique d'alliances complexes sous la direction du grand capital, qui permettaient de mobiliser les paysans, les petits commerçants, etc., contre un prolétariat révolutionnaire. Mais en même temps le nazisme liquidait la base réelle de ces alliances ; son effondrement et la division de l'Allemagne après la guerre ont achevé de faire disparaître cet héritage du XIX^e siècle.

La société de l'Europe du nord, plus simple dans sa structure, exige pour sa propre reproduction, un pacte social fondamental entre le capital et la classe ouvrière. La social-démocratie est donc par excellence l'idéologie du capitalisme avancé. Elle réagit à son tour sur la base économique, en assurant, par le plein emploi, la sécurité sociale et la croissance négociée mais continue des salaires réels, l'accélération de la croissance.

des vagues successives de migrants et ceux de la conquête de l'Ouest, n'était jamais parvenu à dépasser l'économisme le plus élémentaire, pour s'élever au niveau d'une autonomie politique, même social-démocrate. Les conflits se situaient davantage à un autre niveau : entre le capital dominant (le parti républicain) et les intérêts locaux (plus ou moins coalisés dans le parti démocrate). Au fur et à mesure des progrès de l'intégration et de l'accumulation, la coalition des intérêts locaux perdait sa force, pour aboutir au régime actuel du parti unique *de facto*. Néanmoins l'État ici doit faire l'équivalent d'une politique social-démocrate : tel a été le sens du New Deal rooseveltien, tel est celui de la « grande société » inventée par le « démocrate » Johnson, puis repris par les républicains.

Rien d'analogue en Europe du sud. Plus faible, le capital industriel a été contraint ici de développer des alliances de classes durables avec les vestiges du mercantilisme : en France et en Italie du nord avec la petite paysannerie, en Espagne et en Italie du sud avec le *latifundia*, partout avec la petite bourgeoisie urbaine, les notabilités locales, la bourgeoisie mercantile, etc. Cette série d'alliances rejetait le prolétariat dans une opposition plus radicale : l'anarchisme au XIX^e siècle, le succès des partis communistes de la III^e Internationale témoignent de ce fait.

De ce fait la vie politique de l'Europe latine a été très différente de celle de l'Europe du nord. Il est caractéristique que l'expansion des années 1948-1967 a été assurée par des gouvernements conservateurs ou autoritaires (le franquisme, le gaullisme, la démocratie chrétienne italienne). La contrepartie de ce type de régime a été le frontisme. Ici chaque fois que la classe ouvrière a été associée au pouvoir, elle a véritablement menacé le capitalisme, comme en 1936 en France et en Espagne ; en cela sa présence au pouvoir était d'une portée tout autre que celle des gouvernements sociaux-démocrates du nord qui n'ont jamais constitué un danger pour le système social, au contraire. Mais cette présence a été chaque fois courte et s'est achevée par un coup de barre de droite : franquisme ou pétainisme. C'est que les partis de la classe ouvrière ont tenté l'impossible ; arracher à la bourgeoisie ses alliés traditionnels (paysans, petits commerçants, etc.), ce qui conduisait à la faillite économique, et au retour au pouvoir de la bourgeoisie, reprenant aux fronts populaires ces alliés instables. L'Allemagne de Weimar a connu une histoire analogue, qui s'est terminée par le nazisme.

Néanmoins quelque chose a changé, au cours de l'expansion des années 1948-1967 : le processus même de la croissance sciait la branche sur laquelle le pouvoir traditionnel du capital était fondé, puisque ce processus liquidait la paysannerie, la petite entreprise, etc. Le capital a tenté de remplacer ses alliances de classes traditionnelles en divisant la classe ouvrière, faute de pouvoir l'associer à la manière social-démocrate du nord. La politique de très forte différenciation des salaires, destinée à gagner les cadres et techniciens, s'assignait cet objectif. Il reste que cette politique a échoué sur le plan idéologique comme les événements quotidiens à partir de 1968 en Italie et en France le démontrent. Le capital a dès lors été contraint de maintenir et de renouveler les modèles de ses alliances traditionnelles : la tolérance et le soutien aux milieux de la nouvelle bourgeoisie s'enrichissant de la spéculation foncière urbaine et du tertiaire parasitaire en sont les manifestations (d'où l'échec de la tentative social-démocrate de Chaban Delmas en France).

Cet échec de l'intégration social-démocrate fait de l'Europe du sud un maillon faible dans la crise. Car d'une part les alliances de classes en question limitent la capacité de compétition du capital vis-à-vis de celui des pays du nord. D'autre part le report du poids de la crise sur la classe ouvrière est lui-même explosif dans ces pays de tradition révolutionnaire. La bourgeoisie affolée oscille alors entre la tentative de constituer un bloc antiaméricain avec certaines zones du Tiers monde (choix actuel proarabe et Eurafricain du gouvernement français) et la soumission, la capitulation et l'acceptation de sa compradorisation (choix du Centre démocrate et des indépendants...).

L'Europe du sud n'est pas le seul maillon faible du système capitaliste central, bien qu'il nous paraisse le plus fragile de ceux-ci. En Europe du nord la social-démocratie résistera-t-elle à la fin du plein emploi et de la croissance des salaires réels ? Les grèves sauvages en Suède, l'apparition d'un courant marxiste dans la social-démocratie allemande indiquent déjà les faiblesses du système. Aux États-Unis même, si les capitaux dits multinationaux peuvent exploiter la crise à leur profit, c'est aussi au détriment des secteurs du capital qui sont axés davantage sur le marché interne. Cette contradiction, pour mineure qu'elle puisse être tant que la classe ouvrière n'intervient pas d'une manière autonome dans la vie du pays, n'est pas négligeable au niveau de la décision politique de l'État.

Comment ces faiblesses peuvent-elles être mises à profit pour ouvrir des brèches en direction d'une transformation socialiste au centre ? La classe ouvrière et ses organisations ont maintenant le choix entre une stratégie « défensive » et une stratégie « offensive » comme Lucio Magri les a définies. La première, qui consiste à défendre le « niveau de vie » de la classe, est peu efficace dans une situation de crise structurelle. D'autre part son succès éventuel transfère le poids du réajustement à la périphérie, accélérant la marche vers 1984 A. La seconde « offensive » vise au contraire à saisir l'occasion des luttes de classe aiguës qui se dessinent pour sortir du cadre économiste, mettre en avant le « besoin de communisme » ressenti (dont la crise du système des valeurs, de l'éducation, la critique active de la division du travail au moins en Italie et en France, etc., témoignent), pour hisser la classe ouvrière au rang de classe hégémonique au niveau politique. Comment pourrait progresser cette stratégie, il est certainement trop tôt pour le dire. Il apparaît cependant déjà que le frontisme et la mise en avant d'un programme de « réanimation économique » fondé sur le développement prioritaire des consommations collectives ne constituent pas des moyens efficaces. Le frontisme suppose l'absurde : que la classe ouvrière arrache au capital ses alliés les plus sûrs : les secteurs parasites qu'il entretient (la spéculation foncière, etc.). La relance économique suppose — c'est d'ailleurs le diagnostic des Partis communistes — que la crise est une récession ordinaire, non une crise structurelle. S'il en était ainsi, en effet, les consommations collectives pourraient donner les moyens d'une relance. Mais en aucun cas ces consommations — qui sont un coût supplémentaire pour le capital — ne pourraient faciliter la mise en place des industries nouvelles. au contraire. Pour justifier le diagnostic de la récession

et de l'intervention publique ne sont plus les mêmes. C'est pourquoi, à notre avis, cette crise de restructuration sera très longue, n'entraînera pas un chômage massif et brutal. Encore une fois, c'est un signe de la décadence du système : il est de moins en moins souple, capable d'adaptations rapides (fussent-elles pénibles). C'est pourquoi aussi l'alternative : social-démocratie ou fascisme, est une fausse alternative. Celle-ci est caractéristique du type de la crise de 1930 ; aujourd'hui c'est davantage — à court et moyen termes — la perspective d'une néo-social-démocratie autoritaire assortie de répression sélective qui constitue le moyen du capital de retarder la remise en question fondamentale du système.

Parallèlement les contradictions interimpérialistes sont appelées à se développer. Blocs et guerres par personnes interposées (entre les pays de la périphérie) en seront les manifestations, déjà perceptibles. Ce serait une erreur grave de la part des forces socialistes du Tiers monde de rester passives, de « s'ajuster » à la situation, de se contenter de passer des accords tactiques avec tel ou tel bloc, etc., car ces forces peuvent aussi jouer un rôle décisif.

7 — DE NOUVEAU : LA ZONE DES TEMPÊTES

La caractéristique de l'équilibre décrit sous le nom de 1984 A est l'existence de « sous-impérialismes ». Des évolutions dans ce sens existent déjà, bien qu'embryonnaires. Et l'on peut déjà distinguer au moins deux variantes de ce type de développement. La première caractérisée simplement par les *runaway* industries du capital central mettant à profit l'existence d'un prolétariat à bon marché, que l'on trouve déjà en Asie orientale et au Mexique. La seconde est caractérisée par une association plus marquée de la bourgeoisie locale, et la mise en place concomitante d'ensembles industriels « classiques » et intégrés, comme au Brésil, en Inde, etc.

Évitons les querelles de mots. L'expression même de « sous-impérialisme » a été critiquée parce qu'elle fait référence à l'impérialisme et donc à l'exportation de capital, alors que les « sous-impérialistes » importent du capital et n'en exportent pas. Pour nous le phénomène — peu importe son nom — désigne une structure bien caractérisée, occupant une place définie dans la décision internationale inégale du travail. *Lumpen*-européanisation, ou *lumpen*-développement rendent compte certainement mieux du phénomène que « sous-impérialisme ». Reconnaissons aussi que ce phénomène est encore tout à fait embryonnaire et qu'il ne s'inscrit pas encore d'une manière perceptible dans la structure des relations extérieures de pays comme le Brésil, ou l'Inde etc. Doit-on pour autant négliger de voir ce qui se développe, ici comme ailleurs ?

La crise du pétrole a brutalement rappelé l'importance de ces développements possibles. Il n'y a pas besoin de beaucoup d'imagination pour envisager un monde arabe unifié et riche des redevances pétrolières, capable par là même de s'industrialiser par l'importation massive des technologies occidentales, et devenant un atelier industriel fournissant aux Européens leurs automobiles et aux autres Africains leurs textiles. Un second souffle du nationalisme arabe, soutenu cette fois par le roi Fayçal, les émirats du Golfe et l'industrie égyptienne à l'est, le

pétrole lybien et algérien et les industries de base du Maghreb à l'ouest, est possible visiblement.

Ces perspectives sont possibles. Mais la partie est loin d'être jouée. Ici encore les contradictions sont nombreuses, et l'équilibre nouveau suppose que celles-ci puissent être surmontées sans remise en cause du système. Trois séries de contradictions méritent ici d'être rappelées.

Les premières, les plus importantes, sont celles qui se manifestent dans la lutte des classes dans le monde arabe. Le « temps des illusions » — 1948-1967 — a été pour le monde arabe celui du modèle « nassérien » de développement, inspiré du modèle soviétique, transposé d'abord à l'Égypte, puis étendu à la Syrie et l'Iraq, renouvelé en Algérie. C'est en Égypte que ce modèle a été poussé le plus systématiquement par la nationalisation de toute l'industrie, une réforme agraire radicale, etc. C'est en Égypte aussi qu'on en voit le plus clairement les limites. Aujourd'hui, pour l'Égypte l'alternative est claire : ou bien abandonner les « acquis » du nassérisme, accepter une forme d'unité arabe où dominerait le capital privé d'Arabie séoudite et du Golfe ou bien aller au-delà du modèle nassérien. Les luttes violentes et répétées menées par le prolétariat et la jeunesse d'Égypte interdisent de préjuger du sort de l'alternative. En Algérie, où la voie « technocratique » bénéficie des facilités offertes par le pétrole, les jeux ne sont pas davantage joués. Car cette voie est, dans ce pays, nécessairement celle de la « *lumpen*-européanisation » du pays, sur le modèle turc. Elle met un terme définitif à l'intégration du pays dans le monde arabe, et enterre définitivement l'« arabisation ».

La seconde série de contradictions non résolues est celle qui oppose encore, et opposera longtemps les différentes sections de la bourgeoisie arabe. Qui fera l'unité arabe, nécessaire pour l'épanouissement du projet ? Les émirs et rois du désert ou les bureaucraties des pays peuplés ? Celles-ci accepteront-elles d'être compradorisées après avoir nourri le rêve de faire l'unité arabe sous leur direction ?

La troisième série de contradictions est celle qui oppose le monde arabe à d'autres candidats éventuels. Depuis 1948 Israël a été utilisé comme le moyen d'intervention par excellence de l'Occident pour bloquer l'évolution et la libération du monde arabe. Mais voici maintenant que cet État perd sa raison d'être : si le monde arabe peut être intégré dans le système capitaliste comme « sous-impérialisme », c'en est terminé du rêve de l'État sioniste remplissant cette fonction, soumettant à son semi-protectorat « pacifique » des pays arabes peu industrialisés et militairement faibles. La guerre du Ramadan en ce sens a bien sonné le glas du sionisme. Et celui-ci ne s'y est pas trompé lorsqu'il réalise la « trahison de Kissinger ». Mais Israël existe encore, et rien ne prouve que le renouvellement du nationalisme arabe bourgeois puisse déployer une force suffisante pour liquider le sionisme ou pour le faire accepter définitivement par les peuples arabes. Israël reste l'épine dans la chair du nationalisme arabe.

Or, à peine voit-on s'amorcer le déclin du sionisme qu'apparaît à l'horizon

À l'Asie du sud-est, où le capitalisme est en cause depuis 1945, s'ajoutera peut-être le sous-continent indien. Pendant les années d'expansion 1948-1967 la bourgeoisie indienne est parvenue, en intégrant de plus en plus profondément son pays au système capitaliste, à élargir sa base de classe par une série de réformes agraires et par l'accélération d'une industrialisation dépendante. La crise peut remettre en cause la poursuite de ce modèle, comme en témoignent déjà les perspectives ternes concernant la balance extérieure de ce pays. Dans ce cas des luttes violentes sont probables, qui se dérouleront dans le cadre d'une bourgeoisie et d'un État affaiblis. En Amérique latine l'échec des années 60, culminant avec celui du frontisme chilien, doivent-ils faire désespérer ? Là encore on aurait tort de penser que si le « miracle » du sous-impérialisme brésilien devait piétiner, la situation ne deviendrait pas favorable à une nouvelle percée socialiste. Or il y a beaucoup de raisons pour que ce « miracle » plafonne. Fondé sur une distribution interne du revenu de plus en plus inégale (les salaires réels ont été réduits de 40% en 10 ans) qui a permis d'ouvrir un marché aux produits industriels durables (automobile, etc.) consommés par la bourgeoisie locale et une fraction importante d'une petite bourgeoisie en expansion, le miracle exigera bientôt une ouverture de marchés extérieurs. Or dans l'atmosphère de la compétition aiguë par la crise, cette ouverture peut être plus difficile que la bourgeoisie brésilienne ne l'espérait.

La tentation sera grande, pour les bourgeoisies locales de la périphérie, de participer au jeu stratégique des blocs. Face au danger américain, principal, certains rapprochements pourront acquérir un sens nouveau. Il reste que l'issue des luttes de classes dans les métropoles et à la périphérie décidera du contenu de ces alliances. Le rapprochement amorcé entre la France et le monde arabe, la volonté française exprimée de résister à la main-mise américaine sur l'Afrique devront être suivis de près. Il n'y a néanmoins pas d'illusions à se faire au sujet d'une politique de « droite » de ce type. Après tout c'est la « pratique » paléocoloniale française en Afrique qui constitue souvent le meilleur allié objectif de la pénétration américaine, en facilitant la démagogie de Washington en direction de bourgeoisies compradore trop faibles pour être plus qu'un enjeu. Il importe donc que soit dégagée une autre politique, celle d'un front des peuples de la Méditerranée, de l'Afrique et du Moyen-Orient, qui exige une évolution à gauche sur les deux bords de la Méditerranée.

8 — UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA DÉCADENCE DU CAPITALISME

L'histoire du capitalisme ressemble étrangement à celle de l'Empire romain : une longue période de préparation (cinq siècles dans chacun des deux cas) une très courte apogée (un siècle dans les deux cas, 1814-1914 pour le capitalisme), une longue décadence.

À plusieurs reprises nous avons eu l'occasion de définir le sens de la décadence du capitalisme. L'Empire romain est déjà mort qu'il ne le réalise pas encore.

Lorsque l'empereur Constantin se fait chrétien, c'est deux siècles trop tard, et Marc-Aurèle n'avait pas eu la force de rénover l'idéologie païenne pour l'adapter aux exigences d'un renouvellement de l'Empire. Le féodalisme, qui naît lentement des ruines de l'Empire, témoigne de cet échec de la rénovation. On opposera cette évolution à celle des centres de la civilisation tributaire achevée — l'Égypte, la Chine — où la rénovation idéologiquement permet de reconstruire l'État impérial et la civilisation, d'éviter la dégradation féodale. Nous avons tenté de donner à ce phénomène une explication en termes de développement inégal : l'Empire romain était périphérique par rapport au mode de production tributaire achevé, qui est par excellence le mode précapitaliste.

Dans ces conditions la décadence se manifeste par l'impossibilité de l'instance dominante — l'idéologie — de se renouveler. La dégradation du système des valeurs traduit cet échec. Il entraîne un retard du politique, qui intervient chaque fois trop tard : lorsque la citoyenneté est accordée aux Barbares, ils sont déjà là, lorsque l'Empire reconnaît le colonat, il est déjà la forme dominante des rapports sociaux à la campagne.

Le capitalisme présente des analogies nombreuses avec l'Empire romain décadent. Dans son centre le plus avancé — les États-Unis — le système des valeurs capitalistes s'effrite sans que la conscience politique ne s'élève au point de devenir capable de proposer une action efficace pour dépasser le système. Le « hippisme », comme le christianisme de l'Empire romain, c'est la voie de l'inconscience. Sans doute est-ce là parce que la valeur d'usage a été véritablement oubliée par le triomphe sans partage de la valeur d'échange, comme nous l'avons montré dans « Éloge du socialisme ». Sans doute est-ce là l'explication de Marcuse. Que dans ces conditions 1984 et l'homme unidimensionnel soient un possible, n'est pas douteux.

Heureusement la valeur d'usage est loin d'être oubliée dans notre monde. C'est là sans doute la raison pour laquelle le renouvellement de l'idéologie du capitalisme est en crise en Europe, tandis qu'à la périphérie cette idéologie reste sans impact réel sur les sociétés. L'incapacité du système de dégager et d'imposer l'idéologie de l'homme unidimensionnel sera aussi fatale au mode de production capitaliste que ne le fut celle de l'Empire romain de rénover son idéologie. Car, encore une fois, le néocapitalisme centralisé de 1984 exige la dominance de l'idéologie de l'aliénation marchande.

Parallèlement la décadence du système se manifeste dans son incapacité de renouveler le modèle de la reproduction de sa classe dominante. Car on parle toujours de reproduction du capital, et on oublie trop souvent que celle-ci doit être accompagnée de celle de la bourgeoisie.

Au XIX^e siècle la reproduction de la bourgeoisie est assurée assez simplement d'une part par l'héritage des fortunes (et la famille...) et d'autre part par l'éducation « humaniste » et élitiste.

lement la science sociale doit être aliénée et pour cela, on en définit l'objectif en le calquant sur celui des sciences de la nature : la réalité sociale peut être observée de l'extérieur, les lois sociales (notamment économiques) s'imposent comme celles de la nature. L'empirisme et le positivisme sont les philosophies de cette réduction. Dans ces conditions l'éducation « sociale » du bourgeois n'a pas pour objet d'accroître sa maîtrise consciente sur la société. Au contraire cette maîtrise passe par l'aliénation du bourgeois lui-même, qui doit laisser faire les « lois économiques » comme la nature. Cette éducation prépare bien les politiciens du système, qui sont des idéologues.

Or l'un et l'autre des deux bras du mode de reproduction de la bourgeoisie sont entrés en crise. La centralisation du capital supprime le capitaliste, en pulvérise les fonctions. L'héritage perd son importance majeure ; la transmission s'opère dans le cadre des Sociétés (corporations). Du coup la famille elle-même entre en crise. L'école devrait alors remplir des fonctions plus importantes que jamais, en rapprochant le système de celui du mandarinat. Ce qui correspond bien à l'évolution vers 1984, c'est-à-dire vers un mode de production de classe où la fonction du surplus étant transparente, l'idéologie devient instance dominante.

Mais le système s'avère incapable de passer de l'éducation du XIX^e siècle à un nouveau type d'éducation « élitiste », c'est-à-dire qu'il est incapable de renouveler son idéologie.

Pourquoi ? Dans le domaine des sciences de la nature et des technologies, la spécialisation n'a plus pour fonction l'efficacité scientifique. Elle remplit une fonction nouvelle, celle de justifier une division du travail de plus en plus ramifiée, condition d'une hiérarchisation des salaires qui se substitue aux alliances de classes antérieures. Mais cette division du travail devient dysfonctionnelle¹³, et la révolte contre la division du travail menace le système à ses racines mêmes.

Quant à la science sociale, sa décadence est précoce. Les tentatives d'une réponse à Marx par un retour à l'économisme (Böhm Bawerk et Walras) échouent lamentablement ; en 1914 sur le continent européen, Marx reste le géant incontesté. En Angleterre, où l'aliénation marchande est plus profonde, et, concomitamment, la philosophie réduite à l'empirisme et au scientisme darwinien, on peut se contenter de salades éclectiques à la manière Alfred Marshall, transférées avec succès aux États-Unis où l'on est encore plus proche de 1984. Ici on va donc conduire les sciences à l'absurde : à une « super-spécialisation » où l'économie est réduite à la taille intellectuelle d'un Samuelson, la sociologie aux innombrables écoles fonctionnalistes et behavioristes, la politique à celle des médiocrités de salon de Galbraith, etc. Cette absurdité, jointe au développement numérique des universités, aboutit à la décadence totale : le « savoir » ne sert plus à rien, ni pratiquement, ni idéologiquement.

Deux grandes tentatives de reconstituer une idéologie vont néanmoins être tentées, mais elles se retourneront toutes les deux contre le système. La première est celle de Freud. Transféré aux États-Unis, le psychanalisme périra vite,

13. Comme Yves Bourdet l'a montré à propos de la grève du zèle dans *la Délivrance de Prométhée*, Paris, Anthropos, 1970.

réduit au professionnalisme mercantile comme le reste. En Europe le freudisme trébuchera sur le matérialisme historique. Des tentatives de synthèse éclectique, parties de Reich, seront de mode, au temps des illusions, sous le nom de « freudo-marxisme ». Elles sont en passe d'être analysées pour ce qu'elles sont. La seconde tentative est venue d'idéologues profondément révoltés contre le capitalisme. L'école de Frankfort, un moment « récupérable »; aura en définitive servi à mieux démystifier l'idéologie de 1984.

RÉSUMÉ

À partir d'une analyse d'abord de type historique, on essaie de dégager les divers éléments qui présagent une nouvelle crise structurelle du système capitaliste. Grâce à une interprétation empruntée aux nouvelles tendances du marxisme contemporain, l'auteur passe en revue tour à tour l'évolution du monde capitaliste, des pays socialistes et des sociétés de la périphérie. Des tentatives de prospective essaient aussi de dégager diverses images possibles du système mondial en 1984, aussi bien du point de vue de l'économie que de l'idéologie.

ABSTRACT

First on the basis of an historical analysis, we try to discern the different elements which are preparing a new crisis in the capitalist system. With the help of an interpretation which is borrowed from new tendencies in contemporary marxism, the author reviews one by one the evolution of the capitalist world of the socialist world and of the peripheral countries. Attempts at a prediction include different patterns that are possible in the world system in 1984, from the point of view of the economy as well as from the point of view of ideology.

RESUMEN

A partir de un analisis, primero de tipo historico, se trata de destacar los diversos elementos que presagian una nueva crisis estructural del sistema capitalista. Gracias a una interpretacion tomada de las nuevas tendencias del marxismo contemporaneo el autor pasa en revista, una despues de la otra, la evolucion del mundo capitalista, de los paises socialistas y de las sociedades de la periferia. Algunas tentativas de prospectiva tratan tambien de destacar diversas imagenes posibles del sistema mundial en 1984, tanto desde el punto de vista de la economia, como de la ideologia.